

# Sociétés et jeunesses en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

N°14 | Printemps 2014 :  
L'engagement des jeunes en difficulté  
Dossier

---

## La participation des jeunes des quartiers populaires : un engagement autre malgré des freins

*The participation of youth of popular suburbs: a different commitment despite obstacles*

*La participación de los jóvenes de barrios populares : un compromiso a pesar de los obstáculos*

CHAFIK HBILA

---

### Résumés

Français English Español

L'objectif de cet article est d'analyser comment les jeunes des quartiers populaires se saisissent ou non d'une offre de participation qui leur est formulée, comment ils l'a retraduisent et, *in fine*, quelles peuvent en être les conséquences du côté des pouvoirs publics. Ainsi, la première partie s'attache à analyser la façon dont la vulnérabilité produit, chez ces jeunes, des freins spécifiques à leur implication dans des projets participatifs. En réaction à cela, la seconde partie tente de montrer – alors que des freins existent – en quoi la conflictualité générée par une partie des jeunes engagés dans les quartiers peut constituer un levier pour leur participation. Ici, l'analyse sera prolongée en montrant en quoi cette conflictualité heurte les pouvoirs publics et les acteurs de la jeunesse car souvent incompatible avec les attendus fixés par ces derniers à la participation. Les contradictions entre appel à la participation et mise en œuvre d'une scène participative par les jeunes seront alors pointées.

The aim of this article is to analyse how the youth of popular suburbs catch or not the opportunity of participation which they are confronted to, how they understand it and, at last, what can be the consequences on the public powers 'side. So, the first part consists in analysing the way its vulnerability causes specific brakes to their implication in participative projects. In reaction to this, the second part attempts to show in what way the conflict provokes by a part of the youth involved in the suburbs may facilitate there participation.

Here, the analysis will go on showing how these conflicts face the public powers and the professional of youth because they often are in contradiction with the goals fixed by them to the participation. The contradiction between appeal to the participation and the setting of participation will be pointed to.

El objetivo de este artículo no es tanto ofrecer una definición de la participación, sino observar cómo los jóvenes de los barrios populares aprovechan o no la ocasión en cuanto se les presenta una oferta de participación, cómo la adoptan y, finalmente, cuáles pueden ser las consecuencias por parte de los poderes públicos. Así, la primera parte trata de analizar la forma en la que la vulnerabilidad genera, en los jóvenes de los barrios populares, barreras específicas para su implicación en proyectos participativos. En respuesta a esto, la segunda parte trata de mostrar –cuando existen obstáculos– cómo la conflictividad generada por una parte de los jóvenes comprometidos en los barrios puede servir de palanca para su participación. Aquí, el análisis se extiende mostrando cómo esta conflictividad choca con los poderes públicos y los agentes de la juventud, ya que a menudo es incompatible con las expectativas establecidas por estos últimos para participar. Se señalarán entonces las contradicciones entre la llamada a la participación y la puesta en práctica de una escena participativa por los jóvenes.

---

## ***Entrées d'index***

**Mots-clés** : politiques de jeunesse, jeunes de quartiers populaires, participation des jeunes

**Keywords** : youth policy, youth of popular suburbs, participation of the young

**Palabras claves** : políticas locales para la juventud, participación de los jóvenes, jóvenes de barrios populares, conflictividad

---

## ***Texte intégral***

1 Etant donné que les écarts socio-économiques qui caractérisent la jeunesse des quartiers populaires<sup>1</sup> par rapport aux populations de jeunes des autres territoires urbains sont toujours aussi importants, les décideurs publics locaux s'interrogent sur la pertinence des interventions publiques réalisées dans ces territoires et portées par les différentes institutions qui les maillent (social, culture, santé, etc.). Nombreux sont les détracteurs – à droite de l'échiquier politique comme à gauche – à constater l'échec relatif des politiques spécifiques en direction des quartiers populaires. Face à cela, quasi incessants sont les appels lancés par les acteurs politiques locaux à la participation des habitants en général et des jeunes en particulier, notamment depuis le début des années 1980 et le lancement de la politique de la ville<sup>2</sup>, considérant que seuls ces derniers seront à même de proposer une action publique pertinente et efficace, qui corresponde réellement à leurs attentes exprimées, là où celle émanant des institutions a montré de nombreuses limites.

2 Ainsi, la participation des jeunes des quartiers populaires semble s'être imposée comme une valeur cardinale des politiques locales de jeunesse. Bien que manquant cruellement d'explicitation quant à ses attendus<sup>3</sup>, la participation s'inscrit pour les décideurs locaux dans une volonté de rendre plus efficace l'action publique. En effet, la difficulté des politiques publiques à atteindre une partie des jeunes dans les territoires d'habitat social est souvent telle que les décideurs locaux sont incités à penser des projet participatifs en direction de ces publics perçus majoritairement comme étant « en difficulté ». L'objectif de leur démarche est d'établir un lien plus efficace entre les jeunes et l'offre d'intervention qui leur est destinée. Il s'agit là d'un élément de compréhension déterminant de l'appel à la participation des jeunes des quartiers populaires. Ainsi, un Maire d'une grande Ville de l'Ouest nous confiait, lors de l'élaboration d'un projet en direction de jeunes adultes dans un quartier de sa ville :

« Je ne veux plus de relation institutionnalisée aux jeunes qui reproduise les pratiques existantes et dont l'utilité reste à démontrer, je veux que ce soient eux qui construisent leur projet, c'est à eux de nous

dire quels sont leurs besoins et on ne fera pas à leur place ».

- 3 D'autres, au contraire, s'interrogent sur cette injonction à la participation des jeunes dans les quartiers :

« Pourquoi faut-il à tout prix les faire participer ? On attend d'eux ce qu'on n'attend même pas de nous-mêmes ou des autres » (chargée de mission d'un service municipal).

- 4 La participation nous intéresse ici parce qu'elle est invoquée quasi en permanence, du côté des décideurs publics, comme de la plupart des professionnels de jeunesse, dès lors qu'il s'agit d'élaborer une politique et/ou un projet en direction des jeunes. L'objectif de cet article est donc moins de proposer une définition de la participation que d'observer comment les jeunes des quartiers populaires se saisissent ou non des opportunités, comment ils les retraduisent et, *in fine*, quelles peuvent en être les conséquences du côté des pouvoirs publics.

- 5 Ainsi, nous proposerons, dans une première partie, une analyse de la vulnérabilité chez les jeunes des quartiers populaires et de ses conséquences négatives sur leur implication dans des projets participatifs.

- 6 Dans une seconde partie, nous tenterons de montrer – alors que des freins existent – en quoi la conflictualité générée par une partie des jeunes engagés dans les quartiers peut constituer un levier pour leur participation. Ici, nous montrerons aussi en quoi cette conflictualité, souvent incompatible avec les attendus de la participation, heurte les pouvoirs publics et les acteurs de la jeunesse. Nous pointerons alors les contradictions entre appel à la participation et mise en œuvre d'une scène participative.

- 7 Notre article s'appuiera sur une enquête menée dans le cadre de notre thèse<sup>4</sup> réalisée dans sept villes de l'Ouest de la France : nous avons cherché à analyser les processus par lesquels les politiques locales en direction des jeunes des quartiers populaires étaient produites par les différents acteurs territoriaux. Nous avons également cherché, en retour, à analyser les différentes postures des jeunes en réaction à ces politiques. Pour ce faire, nous avons organisé une vingtaine de journées d'échanges entre élus et professionnels des collectivités concernées, conduit 67 entretiens semi-directifs avec des professionnels de jeunesse et 55 avec des jeunes âgés de 16 à 28 ans, habitants des quartiers populaires des villes étudiées.

## Les obstacles à la mise en projet des jeunes des quartiers populaires dans une perspective participative

- 8 Comme nous allons le voir dans cette première partie, les jeunes des quartiers populaires subissent des inégalités sociales qui ne sont pas sans conséquence sur leurs rapports à la participation.

### Une jeunesse plurielle et vulnérable

- 9 Nous savons, notamment grâce aux chiffres de l'ONZUS<sup>5</sup>, que les jeunes des quartiers populaires rencontrent plus de difficultés dans leurs parcours scolaires que les autres jeunes et accèdent moins aux études supérieures. Ainsi, en 2009-2010, si 22,5 % des collégiens de France métropolitaine avaient un an ou plus de retard scolaire, ce pourcentage atteignait 37,1 % dans les Zones urbaines sensibles (ZUS)<sup>6</sup>, soit plus d'une fois et demie supérieur à la moyenne nationale. Aussi, les élèves

résidents en ZUS s'orientent plus souvent en filière professionnelle que générale : 22,8 % d'entre eux sont inscrits en filière générale en première contre 43,8 % pour les jeunes des autres territoires et, à l'inverse, 57,3 % des élèves résidant en ZUS sont inscrits en filière professionnelle en première, contre 36,5 % pour les autres. Enfin, toutes premières confondues, les filières les plus suivies par les élèves résidant en ZUS concernent les premières CAP (31,6 % des élèves résidant en ZUS) et les Terminale BEP (25,7 %).

10 Or, dans un pays où le capital scolaire représente, certainement plus qu'ailleurs<sup>7</sup>, la meilleure « arme de protection » contre les instabilités du système économique<sup>8</sup>, les jeunes qui disposent d'un faible niveau d'éducation, doublé de peu ou pas d'expérience(s) professionnelle(s), sont les jeunes les plus concernés par le chômage et les emplois précaires, et inversement<sup>9</sup>. En conséquence, en 2011, sur les 36,1 % de jeunes actifs résidants en ZUS<sup>10</sup>, 21,5 % étaient en emploi et 14,6 % au chômage. Rapporté à la population active, le taux de chômage des jeunes résidant dans les ZUS s'élevait ainsi à 40,7 %, soit environ 20 points de plus que le taux de chômage des jeunes en France, lui-même supérieur d'environ 10 points à la moyenne nationale<sup>11</sup>. C'est notamment en tenant compte de ces diagnostics socioéconomiques que les décideurs locaux et nationaux qualifient les jeunes des quartiers populaires de « public en difficulté » ou de « public vulnérable »<sup>12</sup>. Ces dénominations renvoient à une très large partie, certainement la majorité, des jeunes dans les quartiers populaires qui peinent à s'inscrire dans une stabilité sociale et professionnelle et parviennent difficilement, sinon pas du tout, à se projeter dans l'avenir. Leurs demandes s'inscrivent très souvent dans l'immédiateté et l'urgence. Ils constituent les variables d'ajustement des conjonctures économiques. Ainsi, lorsque le tissu industriel local se porte bien et génère de l'activité, ces jeunes se voient embauchés massivement dans le marché de l'emploi, notamment dans le cadre de missions temporaires. Et inversement, dans une période où la croissance se ralentit ou entre en récession, ils en sont les premiers exclus<sup>13</sup>. Cette situation n'est pas sans effet sur la participation comme nous allons le voir dans le point suivant.

11 Pour autant, les entretiens effectués avec les jeunes nous ont amené à considérer qu'il existait une multitude de parcours de vie au sein de la jeunesse des quartiers populaires. Celle-ci est plurielle. Si les jeunes victimes de la précarité et des inégalités sociales représentent la partie saillante de ce public, au point que les décideurs publics locaux et nationaux s'accordent presque tous, dans des registres différents, à les qualifier de prioritaires dans la mise à l'agenda politique, il n'en demeure pas moins vrai que tous les jeunes de ces territoires urbains ne sauraient se confondre et s'envisager comme un bloc monolithique. Cependant, les difficultés plus grandes auxquelles se heurte l'écrasante majorité d'entre eux à l'école, doublées d'un taux de chômage plus important, participe à la construction d'un public dit « spécifique » au sein de la jeunesse contemporaine, public qui attire singulièrement l'attention des décideurs publics. Cette situation rend également certains jeunes vulnérables aux comportements déviants (violence, trafic, incivilités, etc.) et devient alors un problème à traiter du point de vue de nombre d'élus locaux, ce encore plus quand, de leur point de vue, la « paix sociale est menacée dans un territoire ». La participation va alors être envisagée comme un outil précieux pour reconstruire du lien avec ces jeunes. Toutefois, afin de concevoir une scène participative se pose généralement, chez les décideurs publics comme dans les institutions, la question préalable du projet ou du désir de projet, ce qui va constituer un frein dans l'inscription des jeunes dans des processus participatifs.

## Les inégalités sociales : des inégalités face à la participation

12 Comment une « envie » en vient-elle à être verbalisée et formalisée chez les jeunes au point de prendre part à une scène participative ? Comme le remarque Patricia Loncle, si les expériences de participation sont largement promues par les acteurs politiques, elles s'adressent très largement à des jeunes organisés et déjà aguerris à la chose publique<sup>14</sup>. Dans les sept villes de l'Ouest enquêtées, nous avons pu observer que celles qui disposaient de conseils de jeunes (ou qui ont tenté l'expérience par le passé) voyaient leurs instances de participation très fortement « accaparées » par des étudiants ou des jeunes en réussite sur le plan scolaire, social et/ou professionnel. De même pour les bourses aux projets de jeunes qui existent dans les sept Villes : la majorité des jeunes qui les sollicitent sont souvent étudiants. Si cela s'explique par leur plus grande capacité à mobiliser des ressources pour renseigner un dossier et le défendre devant un jury d'élus et de professionnels, c'est surtout parce qu'ils ont pu envisager, de par les réseaux que leur offrent leurs parcours universitaires, des projets que des jeunes en difficulté ne sauraient s'autoriser à imaginer.

13 Nous savons que les gens s'adaptent à leurs conditions socio-économiques : ils ne revendiquent que ce à quoi ils pensent pouvoir accéder. Comme le souligne Pierre Bourdieu, il existe une corrélation très étroite entre les « probabilités objectives », scientifiquement construites (par exemple les chances d'accès à tel ou tel bien, telle ou telle formation universitaire...) et les « espérances subjectives » que constituent précisément les besoins et les motivations qui y sont liés pour les satisfaire<sup>15</sup>. Un besoin social n'est donc pas « naturel », il est construit socialement dans l'interaction entre un individu et son environnement. Les personnes intègrent dans l'expression de leurs besoins les dispositions qui sont les leurs, en l'occurrence celles qui sont inculquées par les possibilités et les impossibilités, les libertés et les nécessités, les facilités et les interdits<sup>16</sup>. Ce sont ces dispositions qui engendrent d'autres dispositions en matière de besoins en quelque sorte pré-adaptées à leurs exigences. Ainsi, chez une partie des jeunes des quartiers populaires, les pratiques les plus improbables se trouvent exclues, très souvent avant même tout examen, au titre d'« impensables ». Là où des jeunes, de par leur environnement de socialisation et leurs parcours socioéducatifs, sont en capacité de penser des projets culturels, sociaux, humanitaires, etc., d'autres, au contraire, en soupçonnent à peine l'existence. Dans cette perspective, nous pouvons nous autoriser à penser, comme Bourdieu<sup>17</sup>, que les anticipations de l'*habitus*, sortes d'hypothèses pratiques fondées sur l'expérience passée, confèrent un poids démesuré aux premières expériences. Produit de l'histoire, explique Bourdieu, l'*habitus* détermine les besoins en produisant des pratiques individuelles et collectives qui vont à leur tour produire de l'histoire individuelle et collective. S'érigeant comme le produit de groupes sociaux déterminés de régularités objectives, l'*habitus* tend à engendrer les besoins et toutes les pratiques « raisonnables », de « sens commun », qui sont possibles dans les limites de ces régularités et, du coup, tend à exclure « sans violence, sans art, sans argument » toutes les « folies » (« ce n'est pas fait pour nous », « ce n'est pas à nous », etc.). Autrement dit, il s'agit de conduites qui vont être vouées à être négativement sanctionnées parce qu'incompatibles avec les conditions objectives de son quotidien. Dans les scènes participatives, les jeunes développent des aspirations cohérentes par rapport à leurs chances effectives de réalisation.

14 Face à cela, les acteurs de la jeunesse (élus et professionnels divers) en appellent quasi-unanimement au nécessaire élargissement des champs culturels et des réseaux des jeunes dans les quartiers, ce afin de leur donner à voir ce qu'ils ne peuvent voir : l'étendue des possibles en matière d'implication dans les projets et les ressources existantes pour se mettre en mouvement.

## Un revirement « postmatérialiste » des préoccupations

- 15 Aussi, nombreux sont les jeunes à considérer que se projeter par un projet d'ordre professionnel, familial, etc. est prioritaire dans un parcours d'insertion sociale. Or, une très large partie des jeunes des quartiers populaires peine à y parvenir en structurant leurs parcours dans ces perspectives. Déjà en difficulté sur le plan personnel, ils ne perçoivent pas nécessairement l'intérêt de s'investir pour la collectivité :

« Pour te définir le projet-type, le projet d'avenir du jeune, ça se situe en trois phases : donner un sens à sa vie. On donne un sens à sa vie en faisant quoi ? En ayant une perspective professionnelle, en ayant une perspective familiale. [...] Aujourd'hui, y a une réalité qui est sociale, qui est économique. [...] Aujourd'hui, le premier projet que nous, professionnels, on a le recul de se dire c'est : donnez un sens à l'existence du petit, de manière à ce qu'il ait une perspective. [...] Après je donne de mon temps parce que j'ai donné un sens à ma vie. [...] Et on tombe dans le projet de société. [...] Mais je peux être citoyen que si à un moment donné, j'ai donné un sens à ma vie et que maintenant je peux m'investir en bénévolat. [...] Après, je suis citoyen, je milite pour le « mieux vivre ensemble » dans le quartier... » (Animateur socioculturel)

- 16 Pour cet acteur, il est difficile pour des jeunes de s'investir dans une scène participative dans la mesure où ils n'ont pas « donné un sens à leur vie » par une perspective professionnelle et/ou familiale. L'analyse de Ronald Inglehart sur le postmatérialisme<sup>18</sup> lui fait largement écho. Il considère qu'après avoir mis l'accent sur la sécurité économique et physique, les sociétés attacheraient plus d'importance au sentiment d'appartenance, à l'expérience individuelle et à la qualité de vie, autrement dit à l'altruisme. Selon Inglehart, comme les générations nées après la Seconde Guerre Mondiale ont été socialisées dans un environnement économique plus favorable que les générations précédentes, elles auraient été plus « postmatérialistes » – altruiste – et auraient davantage contribué à l'évolution générale de la société dans ce sens puisque dégagées de la lutte pour la survie et des préoccupations matérielles les plus immédiates, donc plus enclines à se soucier du sort des catégories moins favorisées. Cette thèse est réappropriée par Olivier Galland et Bernard Roudet dont les résultats d'enquête sur les valeurs des jeunes européens démontrent que les moins solidaires parmi eux sont également les moins éduqués et les moins riches<sup>19</sup>. En effet, à l'issue de leur travail en 2001, Galland et Roudet affirmaient que les « avantages matériels » se distinguaient des aspects qui étaient plus en rapport avec la réalisation de soi. Ils analysaient les premiers à partir des indicateurs suivants : sécurité de l'emploi, être bien payé, ne pas être bousculé dans son travail, avoir de bons horaires et de bonnes vacances, avoir des chances de promotion. Quant aux seconds, ils leur attribuaient les indicateurs suivants : prendre des initiatives, avoir des responsabilités, employer ses capacités, réussir quelque chose, avoir un travail intéressant, etc. Ils en concluaient, en précisant qu'il était encore trop tôt pour véritablement l'affirmer, que nous assistions à une réorientation manifeste des attentes des jeunes vers des aspects matériels du travail. En ce sens, l'écart avec les adultes s'est creusé, estiment-ils. Un nombre considérable de professionnels de jeunesse partagent également l'idée que les jeunes sont davantage préoccupés par leurs conditions matérielles que la vie de la Cité :

« Y a des jeunes qui ont organisé un concert dans le cadre du rap r'n'b, c'est la seule chose qu'ils ont fait pour la cité. Ils ont fait un projet avec une association. Sinon par exemple, y a pas de jeune de mon espace qui vient aider les jeunes à faire les devoirs, par exemple y a pas de jeune bénévole. Moi je pense que c'est dû à ce qu'ils vivent, vu qu'ils ont

beaucoup de problèmes et de difficultés à avoir accès à leurs envies, donc ils veulent pas s'intégrer dans les projets de lien social. Alors que là, nous on parle de valeurs, eux ils parlent d'argent, voilà la différence ! C'est juste ça. Eux, ils ont tellement de difficultés à s'en sortir qu'ils ne veulent pas donner de leur temps gratuitement. Ils disent qu'ils ont assez donné ou qu'ils ont pas le temps. » (Animateur socioculturel)

- 17 Ici, le principal frein évoqué à toute participation des jeunes est lié à leurs difficultés quotidiennes. Dès lors, selon l'animateur, il est compliqué d'amener les jeunes à s'investir dans la mesure où les finalités et les attendus des institutions et des acteurs politiques ne sont pas les mêmes que les leurs :

« Alors que là, nous on parle de valeurs, eux ils parlent d'argent, voilà la différence c'est juste ça », explique-t-il.

## Temps institutionnel et temps de vie des jeunes : deux rationalités différentes

- 18 Et s'il existe des jeunes qui répondent aux interpellations politiques et institutionnelles dont ils font l'objet, la question des résultats se pose très rapidement. De façon plus générale, l'engagement en faveur d'un projet<sup>20</sup>, tel qu'il se présente à nous aujourd'hui, est marqué, selon Jacques Ion, par une grande « individuation » : les objectifs des personnes sont limités pour une durée déterminée, ceux-ci privilégiant dans leurs actions une efficacité immédiate<sup>21</sup>.
- 19 Or, quand les conditions de la participation exigent, comme c'est souvent le cas, une projection sur le moyen et long terme avec un investissement assidu pour des résultats parfois incertains, nombre de jeunes ne s'inscrivent pas dans ces échéances :

« En fait, les jeunes, ils ont juste un souci c'est qu'ils ont du mal à se projeter. Ils ont envie de faire vivre la Cité. Il y a plein de choses qu'ils veulent mettre en place, maintenant se mettre en projet, pour eux, ça leur paraît compliqué. [...] Ce qu'il leur manque, c'est surtout de l'organisation. C'est de la méthodo' de projet en gros quoi. Pour eux, c'est « tout de suite », « tout de suite » quoi. C'est « tout : tout de suite ». » (Educateur de prévention spécialisée)

- 20 De ce fait, il devient difficile pour les pouvoirs publics locaux de concevoir des scènes participatives pérennes avec eux. Le temps que la parole des jeunes trouve un certain écho du côté politique et se traduise par des mesures institutionnelles concrètes, les voilà engagés, bien souvent, dans de nouvelles préoccupations. Cela pose clairement la question de l'articulation du temps institutionnel et politique et celui du temps de vie des jeunes, qui suivent des logiques distinctes. Par exemple, lorsque des jeunes formulent des demandes bien connues de lieux de sociabilité (locaux en autogestion, etc.), le temps que celles-ci soient réappropriées politiquement et trouvent une issue institutionnelle, ils ont déjà déserté le champ des négociations et une nouvelle génération apparaît :

« C'est clair qu'on a un semblant de lieux de paroles, un semblant de démocratie qu'on met en place pour dire : « Y a des temps pour l'échange etc. ». Sauf qu'après, qu'est-ce qu'on fait de cette parole ? C'est ça le problème. Qu'on l'écoute, c'est bien, mais est-ce qu'on en tient compte ? Là, y a vraiment différents niveaux. Par exemple, une protestation qui vient de certains jeunes, comme par exemple : « Ouais c'est pas normal, nous on veut ça », bon ils sont entendus. Sur une

réunion, ils vont être écoutés mais après, qu'est-ce qu'il en sort ? Dans la durée, quand il se passe ce genre d'interventions une fois, deux fois, trois fois, quatre fois, y a rien qui bouge ou c'est pas ce qu'on souhaitait qui arrive, ben les jeunes peuvent ne pas croire au système, ne plus faire confiance et dire : « ben nous on va faire autrement, on va rien demander, ça sert à rien ». Donc, y a vraiment besoin de sécuriser ce rapport entre ces jeunes et... alors je dirais pas les adultes parce que les adultes c'est un système et c'est là le problème, c'est qu'il y a un déséquilibre. Quand les jeunes sont organisés en association, ça peut porter. Individuellement, ils font pas le poids parce qu'en face c'est un système. » (Conseiller de Mission locale)

- 21 Ainsi, lorsque qu'un engagement des jeunes dans une scène participative ne leur rapporte pas ou peu de bénéfices en retour, ils s'en trouvent déçus et transmettent leurs désillusions à leurs cadets. C'est pourquoi nous avons pu constater dans les sept villes enquêtées qu'il existait des générations entières de jeunes découragées par l'engagement dans un processus participatif. Une des formules employées par au moins un jeune sur deux rencontrés est, en substance, la suivante :

« A quoi ça sert de s'engager ? On a participé mille fois à leurs réunions, nos grands frères déjà à leur époque ont participé mille fois à leurs réunions, ça a servi à quoi ? On a rencontré X fois tel professionnel ou tel élu, ils connaissent nos problèmes, à quoi ça sert ? ».

- 22 Ce découragement, ou cette déception, peut s'accroître et se transformer en indignation lorsque les jeunes estiment que l'action en direction des quartiers n'est pas suffisamment ambitieuse ou en reste à l'état de discours :

« [Lors des élections municipales de 2008], le maire et son équipe ils ont motivé les jeunes pour qu'ils votent pour eux et ils l'ont fait. Ils leur avaient promis plein de trucs. On était 200 à tous voter pour lui, y avait tous les jeunes. Il [le Maire] nous avait dit : « Faites-moi confiance, le local on va vous le donner », et on l'a jamais eu. [...] C'est qu'on s'est carrément fait avoir. Moi j'étais là quand il était venu avec ses adjoints, ils étaient une bonne dizaine, une bonne quinzaine même, y avait tous les jeunes autour. Il parlait bien avec les jeunes, il parlait tranquillement : « X [le challenger du maire sortant, tête de liste de l'opposition], voilà, c'est un mec de droite, il faut pas voter pour lui, il est contre les jeunes nananin ». Nous on s'est dit : « La gauche ça nous avantage, on est des jeunes des quartiers, des arabes, on peut pas voter pour la droite. » Donc, on a tous voté pour lui, et tout le monde a regretté. On est déçu de ce qu'ils font. [...] Non, franchement, les jeunes c'est le dernier de leur souci, sérieusement c'est le dernier, ils préfèrent investir dans les bus que faire des trucs pour nous. Nous ils s'en foutent de nous, on leur rapporte rien ! Avec eux c'est : « Si il reste de l'argent on fera ça [pour vous] mais c'est pas la priorité. » » (Jeune de 17 ans)

- 23 Deux enseignements peuvent être tirés de la situation, certes singulière, que décrit ce jeune. Le premier concerne le rapport aux élus locaux qu'entretient une partie des jeunes des quartiers populaires : beaucoup d'entre eux nous ont exprimé leur sentiment de n'être sollicité que durant les périodes électorales et d'être ignorés par ailleurs. Bien entendu, les élus locaux sont tout aussi pluriels que la jeunesse et ne sauraient se réduire à une entité figée, saisissable comme telle. Ce préalable rappelé, il est néanmoins difficile de faire l'impasse sur cette représentation que portent les jeunes quant à leurs rapports aux élus locaux. Le deuxième enseignement concerne de nouveau les temporalités qui ne se croisent pas. Si les promesses du maire furent

sincères, il est évident, du point de vue des services municipaux, que leurs traductions nécessitaient un temps qui n'aurait su satisfaire l'attente immédiate des jeunes : le local a vu le jour deux ans après notre enquête.

24 Il s'agit là, en plus de l'impact des inégalités sociales dans les processus de socialisation qui réduit considérablement le champ des possibles des jeunes, d'un autre frein à l'inscription des jeunes des quartiers populaires dans des scènes participatives. Face à cela, des jeunes ayant pris conscience de leurs conditions de vie, des représentations sociales que l'on porte sur eux et des manques et faiblesses des institutions qui agissent dans leurs territoires, s'engagent en association en vue d'un changement et d'une évolution sociale positive, même si celle-ci doit passer par le conflit avec le politique et les institutions.

## Le conflit, un levier pour la participation des jeunes ?

25 La précarité des conditions de vie, doublée d'un capital culturel moindre, suffit-elle à expliquer le manque d'intérêt d'une partie des jeunes pour la vie politique nationale et locale ? Nous faisons l'hypothèse qu'il n'en est rien car il est frappant d'observer que si la plupart des jeunes dans les quartiers populaires méconnaissent la vie politique dite de proximité (municipalité et autres échelons de collectivités territoriales), dans le même temps, certains expriment une connaissance et un intérêt pour la politique internationale, en particulier la situation du Proche et Moyen-Orient. S'agissant souvent de jeunes issus de l'immigration maghrébine, de deuxième ou troisième génération, ils s'identifient à certaines causes (conflit israélo-palestinien notamment), lesquelles, selon eux, les toucheraient davantage que l'agenda politique local. Si l'Islam est souvent cité comme hypothèse pour expliquer l'identification des jeunes des quartiers aux causes de cette région du monde, elle ne peut suffire. Le sentiment de domination sociale et les discriminations subies quotidiennement y sont déterminants.

« Même pour trouver un stage c'est très difficile. On a constaté avec un élu du Maire, c'est lui qui m'aidait à trouver mes stages en compta', que y a des camarades qui étaient pris et pas moi alors que je postulais avant eux. A part à la mairie, dans les collectivités territoriales où y a pas trop de problème, c'est plutôt dans les grosses entreprises que y a de la discrimination. » (Jeune de 19 ans)

26 Les discriminations vécues par les jeunes nés de parents maghrébins<sup>22</sup> les rapprochent, en quelque sorte, de ce que peuvent vivre les peuples opprimés dans le Proche et le Moyen-Orient, même si les souffrances sont différentes. A tort ou à raison, les crises de ces régions du monde mettent en scène, aux yeux d'une partie des jeunes des quartiers populaires, des puissances occidentales dominantes face à des peuples musulmans humiliés, d'où le rapprochement avec leur vécu quotidien. Il s'agit pour beaucoup de lutter et de retrouver de la dignité face à « l'homme blanc raciste », « rejetant les immigrés et les populations nés de parents immigrés », « en conflit permanent avec l'Islam, religion qu'il perçoit comme une menace à éradiquer ». Telle est la perception de beaucoup de jeunes. Dès lors, le moindre revers subi par une puissance occidentale dans ces pays va être vécu par beaucoup comme un acte contribuant à retrouver de la dignité. Bien entendu, l'analyse ne se limite pas qu'à cela. D'autres jeunes sont capables d'une analyse plus construite et plus complexe.

27 Nous ne nous attarderons pas plus longtemps sur ce sujet qui mériterait une analyse plus approfondie, mais nous retenons des entretiens avec les jeunes que cet

engouement de certains d'entre eux pour la politique internationale, plus particulièrement les conflits du Proche et Moyen-Orient, en surprendrait plus d'un : du point de vue de leur connaissance des enjeux en suspens, du jeu des acteurs et organisations politiques dans le système etc., les jeunes font montre d'une capacité d'analyse dont le potentiel ne pourrait que servir, le cas échéant, le territoire et les causes locales. En tout cas, cela démontre bien, encore une fois, que la citoyenneté est moins une question de capacité que d'intérêt et de vécu car si les jeunes sont capables de s'intéresser à des conflits aussi complexes que ceux du Proche et du Moyen-Orient, avec des analyses très fines pour certains d'entre eux, comment pourraient-ils ne pas disposer des capacités à décrypter les enjeux locaux les concernant ? Ou bien doit-on s'autoriser à penser que les questions politiques liées à la sphère arabo-musulmane représentent l'agenda politique « local » d'une partie des jeunes ?

- 28 Ce constat nous amène à considérer qu'il existe potentiellement une jeunesse dans les quartiers, aussi minoritaire soit-elle, capable de s'investir et de se positionner sur le champ politique. Ici, nous avons pu rencontrer des associations de jeunes fortement engagées. Elles se sont bâties en réponse à un déficit de l'offre, et à une soif profonde de reconnaissance sociale et culturelle. Pour ces associations, sachant que tout ordre social est politiquement institué et que le terrain des interventions hégémoniques n'est jamais neutre car toujours le produit de pratiques hégémoniques antérieures, changer cet ordre social passe par le conflit politique. C'est la raison pour laquelle celui-ci est structurant. Comme l'explique Chantal Mouffe, le conflit découle justement de l'impossibilité de réconcilier tous les points de vue. Pour elle, la vie publique ne pourra jamais faire l'économie de l'antagonisme car elle concerne l'action publique et la formation d'identités collectives :

« Elle vise à constituer un nous dans un contexte de diversité et de conflit. Or pour constituer un nous, il faut le distinguer d'un eux. C'est pourquoi la question cruciale d'une politique démocratique n'est pas d'arriver à un consensus sans exclusion – ce qui reviendrait à la création d'un nous qui n'aurait pas comme corrélat un eux – mais de parvenir à établir la discrimination nous/eux d'une manière qui soit compatible avec le pluralisme. »<sup>23</sup>

- 29 Les jeunes engagés dans les quartiers ont bien intégré, généralement, que les choses auraient toujours pu être différentes et que tout ordre est instauré à travers l'exclusion d'autres possibilités. A cet égard, pour Patricia Loncle, les jeunes responsables associatifs sont lucides à l'égard du politique :

« Ce qui frappe dans les entretiens avec les jeunes représentants associatifs, c'est avant tout leur clairvoyance à l'égard des acteurs politiques et leur maturité dans un jeu politique plutôt opaque et tendu. Tout en développant des actions assez traditionnelles dans les secteurs de l'aide aux devoirs, de la culture, de la promotion des populations d'origine immigrée, les associations de jeunes se positionnent vis-à-vis des représentants institutionnels locaux. »<sup>24</sup>

- 30 Il s'agit d'associations qui n'hésitent pas à « épinglez » leur municipalité et à porter un jugement souvent sévère sur les acteurs publics qui œuvrent dans les quartiers. Leurs engagements visent à bousculer les cadres établis et, de ce fait, peuvent vite devenir dérangeants pour les acteurs locaux qui n'hésitent pas, pour la plupart, à leur renvoyer « coup pour coup », notamment en les entraînant sur les terrains du réalisme de leurs propos, de leur représentativité et de leur légitimité.

- 31 Ces associations, présentes dans au moins la moitié des villes étudiées, sont intéressantes à analyser dans leur rapport aux institutions car elles pointent une contradiction aussi subtile que complexe : les acteurs publics affichent une volonté

forte de voir les jeunes participer à la vie de la Cité, s'exprimer et donner leurs points de vue, mais quand ceux-ci se livrent pleinement à l'exercice, comme nous allons le voir plus loin, ne cherche-t-on pas aussitôt à les discréditer ? Est-ce que les acteurs politiques et institutionnels n'auraient pas tendance à accepter la parole des jeunes uniquement quand elle s'inscrit dans le cadre du « politiquement correct » tacitement fixé par tous ?

- 32 L'expérience de deux associations observées dans les villes enquêtées participe à éclairer ces questionnements : Al Andalus et l'AJR (Association des jeunes de la R.).

## Al Andalus

- 33 L'association Al Andalus a été créée en 2005 par quatre jeunes d'un quartier populaire de l'une des villes enquêtées, tous étudiants à l'époque, dans le but de promouvoir la mixité sociale et l'échange entre les peuples. L'objectif de l'association est de mieux faire connaître les cultures arabes, de mettre en valeur tout ce que l'Islam a pu apporter aux diverses civilisations et faire ainsi tomber certains clichés que cristallise sur elle la population maghrébine des quartiers populaires. Aussi et surtout, Al Andalus se bat pour le respect des différences et l'acceptation de tous dans une République laïque comme le souligne un de ses membres fondateurs :

« C'est pour dire : « arrêter de croire que les jeunes d'origine maghrébine ne sont bons qu'à écouter du raï ». [...] Nous on était quatre plus un qui était un peu plus âgé [à l'origine de la création de l'association], mon cousin, il a dit : « Là non ça va pas », on s'est dit que nous les gens issus de l'immigration, les maghrébins, on se faisait pas entendre, on nous prend pour des animaux, en plus y a eu le phénomène des banlieues<sup>25</sup> juste après qui ne nous a vraiment pas aidé, donc on s'est dit qu'il fallait qu'on montre que nous aussi on a des cerveaux. Et donc, du coup, on s'est dit : « On va faire des choses etc. » Au fur et à mesure, on s'est dit : « On va faire des conférences, on va faire des débats, parce qu'il y a pas d'espaces de débats, on nous écoute pas etc. Alors, premier débat on l'a fait dans le quartier, il y avait que des gens du quartier, donc du coup notre objectif n'a pas été réussi. Nous on veut mélanger les gens. Les autres ça marchait un peu mieux, on commençait à avoir des gens de l'extérieur qui venaient, mais c'était pas encore ça. Après on a fait directement au Cinéville [principal cinéma de la ville], et là 300 personnes ! »

- 34 Le jeune décrit la finalité de l'association qui est de valoriser les cultures arabomusulmanes et de les faire reconnaître dans l'espace public. Ce n'est pas anodin s'ils ont choisi de nommer l'association Al Andalus, terme qui désigne l'ensemble des terres de la péninsule Ibérique et de la Septimanie qui furent sous domination musulmane au Moyen Âge (711-1492), réputées pour les avancées scientifiques qu'elles ont permis, et qui ont donné son nom à l'Andalousie.

- 35 Les quatre jeunes qui ont créé l'association portent en eux ce sentiment d'injustice à l'égard des traitements que subissent les populations d'origine maghrébine résidant dans les quartiers populaires. Trop stigmatisées, bafouées dans leurs droits et discriminées, il s'agissait pour les jeunes de contribuer à leur faire retrouver une dignité perdue. Pour ce faire, leur objectif consiste, dans un premier temps, à rappeler et faire connaître les apports de la civilisation arabo-musulmane au monde. Dès le départ, soutient ce jeune, il y avait la volonté affichée de s'adresser à une population plus large que celle des quartiers populaires. Il s'agissait de faire passer le message au plus grand nombre.

- 36 Les jeunes qui dirigent l'association sont ou furent étudiants. Ils maîtrisent la

méthodologie de projet et portent un regard critique sur les politiques menées nationalement et localement. Estimant qu'il existe peu d'espaces d'échange et de débat pour faire passer leurs idées, ils les ont ainsi organisés dans le cadre d'Al Andalus. Il s'agit là du deuxième objectif de l'association.

37 La force d'Al Andalus est d'avoir réussi à se faire reconnaître par une population complètement étrangère au monde des quartiers populaires. Les jeunes ont ainsi pu jouir d'une couverture médiatique inespérée dans l'organisation de certains évènements. Aujourd'hui, Al Andalus constitue une véritable référence et un exemple de réussite pour une partie des jeunes des quartiers populaires de la ville.

38 L'association représente en effet la vitrine d'une jeunesse insérée socialement, porte-drapeau d'une partie de la population des quartiers issue de l'immigration maghrébine, lucide quant à ses droits et ses devoirs. Ces jeunes aspirent à prendre pleinement leur place dans la société en réinterrogeant l'identité française au regard de ses mutations.

39 Initialement, l'association a été encensée et mise en avant par les élus de la Ville et les représentants du monde institutionnel et associatif. Ce n'est que face à l'expression de certaines revendications, telles que la demande d'un carré confessionnel au sein du cimetière de la ville afin d'y enterrer les musulmans en direction de la Mecque, que ces derniers ont pris leurs distances. Et la distance n'a fait qu'augmenter au fil du temps à mesure que les jeunes soumettaient à la critique l'offre de services et d'équipements à destination des quartiers de la ville. Ce responsable d'un service municipal de la Ville résume ce glissement de jugement de valeur :

« Je connais les jeunes qui sont dedans mais j'ai très peu suivi Al Andalus. Moi j'ai une impression mitigée. D'abord, je pense que les pouvoirs publics, les élus, etc. ont du mal à situer, c'est-à-dire qu'au début ça a été encensé : « c'est très bien, c'est super, voilà des jeunes qui font ». Et puis, récemment, je sais pas si c'est à titre collectif et individuel, les jeunes se sont engagés dans le débat sur les carrés musulmans. Et là, en se mettant en position contre la ville, les élus ont tendance à dire qu'en définitive ils sont contre. Moi, ce que je veux dire là-dedans, c'est que je suis très sceptique, non pas d'Al Andalus, mais ça prouve la difficulté qu'on a au niveau institutionnel, et voire politique, de la relation aux jeunes ; parce que dire que c'est bien que les jeunes s'organisent quand ils vont dans le même sens que vous et que c'est moins bien qu'ils s'organisent quand ils ne vont pas dans le même sens que vous... Moi, je trouve que ce qui est bien, c'est qu'ils s'organisent parce que, voilà, c'est une preuve d'autonomie. Après, le fait qu'ils s'organisent fait qu'à certains moments ils peuvent être d'accord, à d'autres pas d'accord. Sur le fond, ça me choque pas. C'est là peut-être que les institutions n'ont pas clarifié leur projet vis-à-vis des jeunes. C'est-à-dire que préparer les jeunes à l'autonomie, si c'est les préparer à l'autonomie pour qu'ils disent ce qu'on souhaite qu'ils disent, c'est peut-être pas de l'autonomie voilà. »

40 La question que pose ce professionnel est aussi pertinente que percutante : jusqu'où les acteurs politiques ont-ils le courage de laisser les jeunes s'exprimer et participer au débat public ? Les jeunes de l'AJR sont confrontés à de pareilles interrogations.

## L'Association des jeunes de la R. (AJR)

41 L'AJR a été créée il y a une dizaine d'années par des jeunes d'un quartier populaire

de l'une des villes enquêtées. A l'instar d'Al Andalus, elle s'est bâtie sur un véritable manque. L'association, aujourd'hui reconnue et financée par la Ville, est née d'une volonté d'un petit groupe de jeunes de pouvoir, à un moment donné, lever les freins du dialogue avec les institutions et relayer des revendications et des doléances de jeunes auprès des institutions, notamment la ville, comme l'explique un de ses responsables :

« Si tu veux, l'association elle est née d'une volonté collective et elle existe depuis 10 ans. Donc, elle est née d'une volonté politique de jeunes pour pouvoir, à un moment donné, casser un peu les barrières, monter au créneau pour pouvoir avoir, quelque part, légitimité à se représenter auprès de l'institution. Très vite, dès qu'elle s'est structurée, deux-trois ans après, si tu veux, on s'est positionné différemment. Parce que c'est vrai que, à la base, c'était simple, c'était avoir quelques créneaux sportifs. [L'association] est montée en puissance parce que les jeunes se sont retrouvés dans cette association. L'association, aujourd'hui, elle incarne l'alternative, mais pas l'alternative où on se fout de ta gueule, l'alternative où on est honnête avec toi tout simplement. Y a des choses qu'on peut pas faire pour toi, on est franc on te le dit. Y a des choses avec lesquelles t'as des difficultés, on t'accompagne. Aujourd'hui, c'est des bénévoles. Y a cet esprit de : « Je suis pas professionnel, je prends du temps pour toi, y a pas de problème. Tu le prendras toi aussi avec la génération qui vient. »

- 42 L'objectif pour les jeunes impliqués dans l'aventure de l'AJR est de pouvoir accéder à la capacité de décision. Etre partie prenante du changement. Le besoin de créer un outil pour faire accéder les jeunes aux décisions cruciales les concernant sur l'échiquier politique et institutionnel s'était fortement fait ressentir :

« La critique aujourd'hui elle est constructive. On n'est pas là uniquement à critiquer pour critiquer, non. Ça n'a jamais fait avancer les choses. Aujourd'hui, y a une réflexion qui a été amenée par cette politique jeunesse, elle a échoué. Et c'est pas grave, au moins vous avez essayé. Mais tu sais, le problème c'est que la réflexion ça part toujours d'en haut pour arriver en bas. Aujourd'hui, cette réflexion il faut aussi qu'elle parte d'en bas parce que le constat il vient d'en bas. Il vient pas de techniciens qui ont jamais vu la réalité du terrain. Nous, ce diagnostic-là, on essaie de l'amener. Mais voilà, maintenant, pour écouter tout ça, ça reste difficile. Maintenant voilà, c'est comme ça dans tous les quartiers. La réflexion elle part toujours d'en haut et c'est ce qui fait que ça merde, que ça descend pas. » (Responsable de l'association)

- 43 Aujourd'hui encore, les jeunes restent très revendicatifs et tentent de bousculer les lignes pour se frayer un passage dans la construction de l'offre existante. Les revendications sont aussi identitaires. Les jeunes de l'AJR sont assoiffés de reconnaissance sociale et d'une plus forte prise en charge de la thématique jeunesse des quartiers dans les politiques publiques. Les responsables et bénévoles de l'association soutiennent les jeunes dans leurs démarches et relaient les informations.

- 44 Pourtant, nombreux sont les acteurs locaux à estimer que les dirigeants de l'association sont « déjà dépassés » par les nouvelles problématiques de la jeunesse des quartiers populaires et, de ce fait, plus « représentatifs ». Selon eux, les plus jeunes du quartier de la R. ne se reconnaissent pas dans l'association. Aussi, beaucoup de professionnels ont émis des inquiétudes quant à l'action trop revendicative de ces jeunes, pas constructive selon eux. Cela pose inéluctablement, encore une fois, la question des limites de la participation des jeunes dès lors que

celle-ci s'inscrit dans des postures revendicatives et critique à l'endroit des services existants. Encore une fois, est-ce que certains professionnels ne dressent pas trop rapidement des systèmes de défense face à des jeunes émettant un son de cloche contestataire ? Nous voyons bien à travers ces deux associations, Al Andalus et l'AJR, que la participation englobe nécessairement une part de conflit. Pis, la participation au changement social et institutionnel chemine avec la conflictualité.

## Conclusion : les contradictions de la participation

- 45 En somme, toute la question qui se pose pour une collectivité et ses partenaires « traditionnels » (équipements socioculturels, acteurs de la jeunesse au sens large, etc.) est de savoir jusqu'à quel point ils sont prêts à supporter le conflit avec les jeunes. Une ville et des acteurs de la jeunesse ne valorisent-ils la parole des jeunes que lorsque celle-ci est conforme à leurs attentes ? Sont-ils prêts à accepter que les jeunes fassent « bouger les lignes », pour reprendre le langage courant des acteurs de terrain, réinterrogent les règles en vigueur et, *in fine*, produisent de nouvelles normes sociales ?
- 46 Aussi, il est important ici de prendre la mesure de la nature des blocages que suscitent ces logiques de méfiance, voire de défiance de la part de nombre de professionnels à l'égard de jeunes engagés. La participation remet ici en cause leur expertise et leurs compétences. Elle remet également en cause l'exclusivité d'un lien qu'ils ont développé avec les institutions et le politique. Comme le souligne Régis Cortesero, « chez les « professionnels du travail sur autrui », l'expertise dans la définition et l'orientation de l'action constitue précisément l'une des marques de la professionnalité. Le professionnel est comme un prêtre ou un médecin : il revendique un savoir « supérieur » à partir duquel il estime être en position d'« émanciper » les gens. Il agit au nom de la République, de la Science, de l'Intérêt général, de la Raison. La « demande » des personnes n'a pas de légitimité en elle-même. Elle peut même faire figure de symptôme, marquer leur distance à la Raison, à l'Intérêt général etc., et l'action se veut éducative et correctrice. »<sup>26</sup>
- 47 Si la participation est souvent appelée à faire face à la définition experte des besoins (logique *top down*), elle devrait aussi s'attacher à procéder, dans le même temps, au déplacement des lignes des cultures professionnelles afin de permettre l'émergence de nouvelles réflexions pour de nouvelles perspectives (logique *bottom up*).
- 48 Ici, très vite se pose trois questionnements dans la mise en œuvre d'une scène participative. Le premier est relatif aux « publics » : quels jeunes vise-t-on ? Ensuite, vient la question de la « demande » de participation : pourquoi les jeunes, de leur côté, participeraient-ils ? Comment décrire et analyser l'attitude des jeunes face à la participation ? Enfin, se pose la question de « l'offre » : un périmètre et des limites sont-ils fixés à la participation et lesquels ? Comment les professionnels de jeunesse sont-ils formés et préparés à la participation des publics qu'ils côtoient ?
- 49 Nous voyons, au travers des expériences de Al Andalus et de l'AJR, que l'une des premières conditions fixées à la participation des jeunes des quartiers populaires, aussi bien par les décideurs locaux que les professionnels de jeunesse, implicitement plus qu'explicitement, est celle du dépassement de leurs intérêts particuliers et immédiats. Il leur est demandé de se projeter en situant l'objet auquel se réfère la participation au plus haut niveau de généralité. Comme le note Régis Cortesero, il s'agit d'amener les jeunes à changer d'échelle pour se comporter comme des « vrais citoyens », visant l'universalité d'un « bien commun », celui que les pouvoirs publics auront définis et pour lequel ils en attendent une légitimation<sup>27</sup>. Pour l'AJR et Al Andalus, le fait de les renvoyer à leurs intérêts privés et communautaires correspond

à une forme classique de délégitimation que l'on observe dans toutes les scènes délibératives où il s'agit de discréditer des acteurs.

50 Tendre vers l'intérêt général a pour corolaire, en termes de légitimité, la représentativité. Nous avons vu au travers des expériences d'Al Andalus et de l'AJR que les mobilisations des jeunes apparaissent souvent comme légitimes uniquement à partir du moment où ceux-ci transcendent leurs univers particuliers dans l'optique d'un bien commun en se projetant au-delà de leur groupe d'appartenance, ou de leur communauté, dans l'espace et dans le temps. Or, dans une démocratie qui se veut participative, a contrario d'une démocratie représentative, il convient de rappeler qu'une minorité qui revendique un droit n'a pas à être représentative de qui que ce soit si ce n'est d'elle-même pour investir l'espace public. Car c'est bien parce que cette minorité n'est pas représentée qu'elle investit l'espace public et fait entendre sa voix, ses exigences, ses intérêts propres contre son « invisibilisation » au nom de l'intérêt général. Comme le note Cortesero, il y a quelque ironie à vouloir faire participer les jeunes en estimant qu'ils ne sont pas assez représentés, pas assez pris en compte dans l'action publique, et à leur demander dans le même temps, dès qu'une situation conflictuelle se présente, de ne pas être égoïstes, de ne pas penser qu'à eux, d'accepter que soit différée leur satisfaction au nom des contraintes de l'action publique qui, elle, doit compter avec tous et obéit à ses propres rationalités<sup>28</sup>.

51 La question qui se pose ici est de savoir si la participation est réellement au service des jeunes, ou au service d'autres intérêts aussi différents et divers que la manipulation des dominés, le lien social, la tranquillité publique ou encore l'utilité collective...

---

## Bibliographie

Becquet (Valérie) et de Linares (Chantal) [coord], *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan-INJEP (coll. Débats Jeunesses), 2005.

Bouamama (Saïd), *Les discriminations racistes : Une arme de division massive*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Bourdieu (Pierre), *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.

Castel (Robert), *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, réédition Folio-Gallimard, Paris, 2000.

Cortesero (Régis), « La participation en débat », dans Hbila (Chafik) et Bier (Bernard), *Conduire un projet expérimental en direction des jeunes des quartiers populaires*, Nantes, éditions de Réso Villes, p. 102-109.

Galland (Olivier) et Roudet (Bernard), *Les jeunes européens et leurs valeurs*, Paris, La découverte, 2010.

Inglehart (Ronald), *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993.

Ion (Jacques), Franguidakis (Spyros) et Viot (Pascal), *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

Lima (Léa), « Les nouvelles régulations de l'entrée dans la vie active », dans Roudet Bernard (dir.), *Regard sur... les jeunes en France*, Québec, Presses de l'Université Laval – INJEP, 2009, pp. 69-86.

Loncle (Patricia), *Pourquoi faire participer les jeunes ? Expériences locales en Europe*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Mouffe (Chantal), « Politique et agonisme », *Rue Descartes*, 2010/1 n° 67, p. 18-24. DOI : 10.3917/des.067.0018.

Van De Velde (Cécile), *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, Collection Le Lien social, 2008.

Rapport 2012 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS).

## Notes

1 Nous entendons par quartier populaire un territoire urbain d'habitat social. Nous préférons ce terme, plus neutre, à ceux de la terminologie institutionnelle de la Politique de la ville (Zone urbaine sensible, quartier prioritaire, etc.).

2 La politique de la ville est une politique associant l'Etat, les collectivités territoriales et un certain nombre d'acteurs institutionnels et associatifs dans le but de réduire les écarts socio-économiques dont font l'objet les quartiers d'habitat social par rapport aux autres territoires de leur unité urbaine.

3 Patricia Loncle, *Pourquoi faire participer les jeunes ? Expériences locales en Europe*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 10.

4 Effectuée en CIFRE à RésO Villes (centre de ressources politique de la ville des régions Bretagne et Pays de la Loire), et qui a mobilisé durant cinq années un réseau de sept Villes du Grand Ouest (Angers, Brest, Lorient, Nantes, Quimper, Rennes et Saint-Nazaire) sur les questions de jeunesse.

5 Observatoire national des zones urbaines sensibles. L'ensemble des chiffres que nous présentons dans ce paragraphe proviennent du rapport de l'ONZUS réalisé en 2012 qui s'est basé sur les indicateurs les plus récents.

6 Au nombre de 750, les Zones urbaines sensibles (ou ZUS) sont des territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics français pour être la cible prioritaire de la politique de la ville. Il s'agit de quartiers d'habitat social référencés dans la géographie dite « prioritaire » de l'Etat.

7 Cécile Van de Velde, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, Collection Le Lien social, 2008.

8 Selon l'ONZUS, en ZUS, un niveau d'études élevé continue à protéger les actifs du chômage : 25,2 % des actifs de 25 à 64 ans sans diplôme y sont au chômage contre 10,4 % s'ils ont obtenu un diplôme supérieur au bac.

9 Léa Lima, « Les nouvelles régulations de l'entrée dans la vie active », dans *Regard sur... les jeunes en France*, Québec, Presses de l'Université Laval – INJEP, 2009, pp. 69-86.

10 Un taux proche de celui de leurs unités urbaines englobantes (36,3 %).

11 Le taux de chômage des jeunes s'élevait, selon l'INSEE, à environ 24,6 % au deuxième trimestre de l'année 2013, contre environ 10,5 % pour la moyenne nationale.

12 Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, réédition Folio-Gallimard, Paris, 2000. La notion de vulnérabilité sociale est définie par Robert Castel comme une zone intermédiaire entre intégration et désaffiliation. Elle est aujourd'hui bien souvent utilisée pour caractériser les risques associés à la précarité et aux nouvelles formes de pauvreté qui se développent à partir des années 1970.

13 Notons au passage qu'entre 2009 et 2011, l'ensemble des Missions locales des villes de l'Ouest enquêtées ont connu une hausse des effectifs de jeunes accueillis allant de 20 à 50 %.

14 Patricia Loncle, *op. cit.*

15 Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.

16 La somme de ces dispositions, explique Bourdieu, génère des conditions objectives que la science appréhende à travers des régularités statistiques (écarts entre les territoires, représentation de tel groupe dans telle filière scolaire...).

17 Pierre Bourdieu, *op. cit.*

18 Ronald Inglehart, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993.

19 Olivier Galland, Bernard Roudet, *Les jeunes européens et leurs valeurs*, Paris, La découverte, 2010, p. 58.

20 Valérie Becquet, Chantal de Linares (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan-INJEP (coll. Débats Jeunesses), 2005.

21 Jacques Ion, Spyros Franguidakis, Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

22 Saïd Bouamama, *Les discriminations racistes : Une arme de division massive*, Paris, L'Harmattan, 2010.

23 Chantal Mouffe, « Politique et agonisme », *Rue Descartes*, 2010/1 n° 67, p. 18-24.

24 Patricia Loncle, *op. cit.*, p. 133.

25 Violences urbaines de 2005.

26 Régis Cortesero, « La participation en débat », dans *Conduire un projet expérimental en*

*direction des jeunes des quartiers populaires*, Nantes, éditions de RésO Villes, p. 107.

27 *Ibid.*

28 *Ibid.*

---

## ***Pour citer cet article***

### *Référence électronique*

Chafik Hbila, « La participation des jeunes des quartiers populaires : un engagement autre malgré des freins », *Sociétés et Jeunesses en difficulté* [En ligne], N°14 | Printemps 2014, mis en ligne le 16 septembre 2014, consulté le 23 mars 2015. URL : <http://sejed.revues.org/7608>

---

## ***Auteur***

### **Chafik Hbila**

Docteur en sociologie, Chafik Hbila est chercheur associé au Centre de recherches et d'analyse des politiques européennes (CRAPE – UMR 6051, Université de Rennes 1) et à la Chaire de recherche sur la jeunesse. Sociologue à Jeudevi, il a réalisé une thèse au sein de RésO Villes, dont l'objet portait sur les jeunes des quartiers populaires et les politiques de jeunesse. [chafik.hbi@gmail.com](mailto:chafik.hbi@gmail.com)

---

## ***Droits d'auteur***

© Tous droits réservés